

*Questions orales*

**L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur):** Madame la Présidente, je comprends la préoccupation qu'à exprimée la députée au nom de la famille et je sympathise avec cette dernière.

Les coups bas auxquels se livre la députée à des fins politiques par sa manière de poser ses questions sont loin de convenir à la situation qui est censée lui tenir à coeur.

\* \* \*

• (1120)

**L'ÉCONOMIE**

**M. Jim Peterson (Willowdale):** Madame la Présidente, hier, le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie a dit qu'il n'avait aucun nouveau programme à proposer parce que, et je cite: «Un certain nombre d'études ont été faites sans qu'il n'en ressorte de consensus clair. On ne sait pas clairement ce qu'il faudrait faire.» Tout ça n'est que sottises. Les Canadiens savent très bien où sont les problèmes économiques. Le propre conseiller du gouvernement, le professeur Porter, a vertement critiqué la façon dont le gouvernement gère son économie.

Pourquoi le gouvernement continue-t-il de se tâter et pourquoi n'agit-il pas? Le consensus est clair et on sait clairement qu'il a échoué dans le domaine des sciences et de la technologie, de la recherche et du développement, de la formation et dans bien d'autres secteurs.

**L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur):** Madame la Présidente, au lieu de chercher à tirer des avantages politiques de ces questions, le député devrait plutôt, s'il avait lu ce que le professeur Porter a dit, accepter certaines conclusions auxquelles le professeur est arrivé et essayer de nous aider, en tant que gouvernement et pays, à parvenir à un consensus quant aux directions que nous devrions emprunter.

Ce que le professeur Porter dit, c'est que la manière de faire d'autrefois, où l'économie se basait seulement sur les ressources, est dépassée et qu'il nous faut maintenant évoluer dans une économie qui fait davantage appel à la recherche et au développement, à la formation et à la technologie. Il dit que les entreprises doivent toujours s'améliorer et devenir plus compétitives. Selon le professeur Porter, il n'est pas juste de prétendre, comme le font certains députés de l'opposition, que c'est uniquement à cause du dollar canadien et de l'Accord de libre-échange que nous nous trouvons dans la situation actuelle.

Nous voulons apporter des changements dans tous les secteurs de l'économie, et c'est ce que nous allons proposer dans l'initiative que sera annoncée mardi prochain. J'invite le député à considérer cette initiative comme positive; on vise un consensus sur un plan d'action national pour régler ces problèmes.

**M. Jim Peterson (Willowdale):** Madame la Présidente, depuis trois ans, nous et les Canadiens disons au gouvernement qu'il existe de graves problèmes dans les domaines de la science et de la technologie, de la recherche et du développement, ainsi que de la formation. Or, le gouvernement effectue des compressions dans ces secteurs. Il pourrait renverser la vapeur dès aujourd'hui.

Le professeur Porter a dit hier que la société de Haviland était un succès et une partie importante de l'avenir de l'économie canadienne. Le ministre révisera-t-il sa position et mettra-t-il fin à l'incertitude entourant l'avenir de la société de Haviland? S'engagera-t-il à assurer l'avenir de cette entreprise aujourd'hui? Répondra-t-il aussi à la question que je lui ai posée mardi dernier, relativement aux mesures prises pour qu'on ne vole pas aux Canadiens le milliard de dollars qu'ils ont investi dans la technologie des ailes d'ADAC?

**L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur):** Tout d'abord, madame la Présidente, je ne peux laisser sans réponse certains éléments du préambule de la question de l'honorable député.

Nous ne réduisons pas les dépenses consacrées à la science et à la technologie; nous les augmentons. Nous avons le régime fiscal le plus généreux de tous les grands pays industrialisés pour favoriser la recherche et le développement. Nous ne réduisons pas les dépenses consacrées à la formation; nous les augmentons. Nous sommes pratiquement partis de zéro en 1984. Nous consacrons maintenant 2,25 milliards de dollars à la formation et au perfectionnement des Canadiens. Le député ne se fait pas honneur en répétant ces allégations fausses.

Le deuxième point soulevé par le député concerne l'incertitude entourant l'avenir de la société de Haviland. Comme je l'ai dit, nous collaborons étroitement avec les sociétés de Haviland, Boeing ainsi que A et A pour en venir à une entente. Évidemment, la province de l'Ontario est intéressée. Nous ne sommes pas le seul intervenant, donc ce n'est pas à nous seuls qu'il incombe d'éliminer cette incertitude. Mais nous y travaillons, et je crois que mon collègue est parfaitement au courant des efforts que nous faisons en ce sens.